



DEMANDE/APPEL EN VERTU DE LA LOI SUR LES MUNICIPALITÉS – ANNULATION, RÉDUCTION, REMBOURSEMENT

Formulaire et instructions pour le dépôt d'une demande/d'un appel en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités* auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière et renseignements pour se préparer à une audience.

Veillez prendre note : Utilisez ce formulaire seulement pour déposer une demande/un appel visant une annulation, une diminution ou un remboursement en vertu de la Loi sur les municipalités. N'utilisez pas ce formulaire pour formuler une plainte relative à l'évaluation municipale (articles 33, 34 ou 40 de la *Loi sur l'évaluation foncière*). N'utilisez pas ce formulaire pour tout autre appel, demande et/ou plainte en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Des formulaires différents sont disponibles pour déposer les autres demandes, appels et plaintes. Seule la Cour supérieure de justice peut entendre les questions liées aux exemptions d'impôts.

Avant d'effectuer votre dépôt : Veuillez communiquer avec la municipalité où se trouve la propriété pour obtenir des renseignements sur le compte foncier et le processus de demande/d'appel. La CRÉF peut accepter les demandes en vertu de l'article 357(1) et 358(1) uniquement dans les cas où la municipalité a adopté un règlement qui donne à la CRÉF la même autorité qu'un conseil municipal pour se prononcer sur les demandes en vertu de la Loi sur les municipalités. Avant d'effectuer votre dépôt auprès de la CRÉF, veuillez vous assurer que la municipalité en question a bel et bien adopté un tel règlement. En vertu de l'article 357(7), vous pouvez interjeter appel auprès de la CRÉF relativement à une décision du conseil municipal. Vous pouvez également interjeter appel en vertu de l'article 357(8) si le conseil n'a pas pris de décision sur votre demande dans les délais prévus par la loi.

Droits de dépôt exigibles : 25,00 \$ par appel. Votre demande/appel ne sera pas accepté sans le paiement des droits de dépôt exigibles.

Dates limites de dépôt : Les dates limites de dépôt sont établies par la loi, et la CRÉF ne peut y déroger. Les dates limites de dépôt dépendent du type de demande ou d'appel que vous effectuez.

Important : Veuillez joindre à votre appel une copie des pièces justificatives demandées à la partie 2 du formulaire d'appel. En l'absence des pièces justificatives, la CRÉF ne peut pas déterminer si votre appel a été déposé à temps.

Accessibilité : Nous nous sommes engagés à offrir des services tels que précisés dans la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario. Si vous avez des besoins en matière d'accessibilité, veuillez communiquer avec notre coordonnateur de l'accessibilité dès que possible.

Ces descriptions sont résumées. Veuillez consulter la Loi de 2001 sur les municipalités.

NUMÉRO D'ARTICLE ET MOTIF DE LA DEMANDE/DE L'APPEL	DATE LIMITE DE DÉPÔT
357(1)(a) (b) (c) (d)(i) (d)(ii) (e) (f) (g)	Au plus tard le 28 février de l'année qui suit celle que vise la demande.
357 (7)	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
357 (8)	Au plus tard le 21 octobre de l'année qui suit celle que vise la demande, si le conseil n'a pris aucune décision au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit celle que vise la demande.
357 (15)	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
358(1)	Entre le 1er mars et le 31 décembre de l'une ou l'autre des deux années qui précèdent celle de la demande, et pas avant au moins 61 jours après le dépôt du rôle d'évaluation si le délai imparti est prorogé.

	Un dépôt portant sur deux années d'imposition est considéré comme un seul dépôt assujéti une seule fois aux droits de dépôt.	
359 (5)	Appel d'une décision que le conseil municipal a prise à l'égard de la demande du trésorier, en vertu de l'article 359 (1), d'augmenter les impôts fonciers.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.

Chaque année d'imposition est traitée comme une demande distincte/un appel distinct. Il faut déposer auprès de la CRÉF un formulaire distinct pour chaque année d'imposition, sauf tel qu'il est indiqué à l'article 358(1).

Instructions pour le dépôt d'une demande/d'un appel en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités* auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière

Partie 1 : Renseignements sur la propriété

Veillez consulter votre facture d'impôts fonciers ou votre avis d'évaluation foncière pour remplir cette section.

Numéro de rôle : Le numéro de rôle est un numéro à 19 chiffres attribué à chaque propriété. Veillez vous assurer que ce numéro est correctement transcrit sur chaque page du formulaire de demande/d'appel.

Adresse et description de la propriété : Inscrivez l'adresse municipale de la propriété pour laquelle vous déposez une demande/un appel en vertu de la Loi sur les municipalités.

Municipalité : Précisez le nom de la ville ou du village où se situe la propriété.

Langue de choix : Cochez la case appropriée pour indiquer dans quelle langue vous souhaitez recevoir les services de la CRÉF, y compris les audiences, les avis et autres documents d'information publique.

Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel

Motif de la demande/de l'appel : Cochez la case appropriée pour préciser le motif de votre demande/appel. Ne cochez qu'une seule case. Veillez prendre note que les numéros de dispositions légales applicables à la demande/l'appel mentionnés à la page 1 du formulaire continuent en page 2. Les demandes déposées en vertu de l'article 358(1) peuvent porter sur plus d'une année d'imposition.

Continuez vers la droite sur la même rangée pour compléter votre demande/appel.

Année d'imposition : Inscrivez l'année ou les années d'imposition sur laquelle ou lesquelles porte votre demande/appel.

Pièces justificatives : Des pièces justificatives sont exigées par la Commission de révision de l'évaluation foncière pour déterminer si votre appel en vertu de la Loi sur les municipalités a été déposé dans le délai réglementaire. Cochez la case appropriée pour indiquer que vous avez joint à votre formulaire d'appel une copie de la pièce justificative.

Si vous n'avez pas une copie de la pièce justificative nécessaire, n'attendez pas avant de déposer votre appel. **Les dates limites de dépôt sont établies par la loi, et il n'est pas possible d'y déroger.** Si vous ne joignez pas la pièce justificative nécessaire à votre appel, la CRÉF vous enverra une lettre d'accusé de réception dans laquelle on vous demandera une copie de la pièce nécessaire.

Dates limites de dépôt : Il s'agit du dernier jour où vous pouvez déposer une demande/un appel auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière en vertu de la Loi sur les municipalités. **Les dates limites de dépôt sont établies par la loi, et il n'est pas possible d'y déroger.** Les dates limites de dépôt diffèrent selon les articles de la Loi. Il est important que vous déposiez votre demande/appel en vertu de la Loi sur les municipalités au plus tard à la date limite indiquée dans l'article qui vous concerne. Après la date limite, votre demande/appel est irrecevable.

Partie 3 : Renseignements sur l'auteur de la demande/l'appel

Représentant : Cochez la case appropriée pour indiquer si vous avez un représentant qui agira en votre nom à l'égard de la demande/l'appel. Le cas échéant, veuillez remplir les parties 3 et 4 du formulaire.

Propriétaire : Cochez la case appropriée si vous êtes le propriétaire de la propriété.

Coordonnées : Veuillez inscrire vos coordonnées (nom, adresse et numéro(s) de téléphone).

Vous devez aviser par écrit la Commission de révision de l'évaluation foncière de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.

Les renseignements personnels demandés dans ce formulaire sont recueillis en vertu de divers articles de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Tous les renseignements liés à votre appel, notamment votre nom et vos coordonnées, seront rendus publics et utilisés aux fins des activités de la CRÉF et du règlement des appels. Pour obtenir des renseignements sur la CRÉF, visitez la page www.elto.gov.on.ca/?lang=fr.

Partie 4 : Autorisation de représentation

Si vous avez choisi une personne pour agir en votre nom, veuillez fournir ses nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et courriel. Vous devrez signer cette rubrique et remettre copie du formulaire à votre représentant. Si vous avez remis une lettre ou une autre forme d'autorisation écrite à votre représentant, assurez-vous que ce dernier a coché la case appropriée de cette rubrique pour confirmer qu'il a bien reçu votre autorisation écrite.

Partie 5 : Comment déposer une demande/un appel

Il existe plusieurs façons de déposer une demande/un appel. Veuillez choisir l'UNE des options suivantes :

- Par la poste :** Commission de révision de l'évaluation foncière, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto (Ontario) M5G 1E5
- Par télécopieur :** 416-314-3717 ou 1-877-849-2066 (sans frais) (pour envoyer une demande, un appel ou une plainte seulement)
- En personne :** 655, rue Bay, 15^e étage. (côté est de la rue Bay, au nord de la rue Dundas)

Veuillez déposer votre demande/appel UNE seule fois. Si vous n'êtes pas certain que votre tentative de dépôt a réussi et que vous l'envoyez de nouveau, veuillez inscrire « COPIE » sur les envois subséquents pour éviter d'avoir à payer les droits de nouveau.

La CRÉF vous enverra un accusé de réception par la poste une fois qu'elle aura reçu votre demande/appel, puis un avis d'audience une fois qu'une date d'audience aura été fixée.

Veillez prendre note : Si vous échangez de la correspondance avec la CRÉF après avoir déposé votre demande/appel, vous devez en envoyer copie à toutes les parties.

Partie 6 : Droits de dépôt exigibles

- **Si vous envoyez votre demande/appel en vertu de la Loi sur les municipalités par télécopieur**, vous devez régler les droits par carte Visa ou MasterCard, en dollars canadiens. N'oubliez pas de fournir le numéro de la carte de crédit, la date d'expiration, ainsi que le nom et la signature du titulaire de la carte.
- **Si vous envoyez votre demande/appel en vertu de la Loi sur les municipalités par la poste**, vous pouvez régler les droits par carte de crédit, chèque ou mandat, en dollars canadiens, libellé à l'ordre du **ministre des Finances**. Veuillez inscrire le ou les numéros de rôle au recto du chèque ou du mandat. **N'envoyez pas d'espèces par la poste**. Si une institution financière nous renvoie votre chèque, nous vous facturerons des frais d'administration de 35 \$.
- **Si vous déposez votre demande/appel en vertu de la Loi sur les municipalités en personne**, vous pouvez régler les droits en espèces, par chèque, par mandat, par carte de débit ou par carte de crédit.

Les droits de dépôt ne sont pas remboursables. La CRÉF vous enverra un **accusé de réception** par la poste une fois qu'elle aura reçu votre demande/appel, puis un **avis d'audience** une fois qu'une date d'audience aura été fixée.

Les renseignements fournis à la rubrique Droits de dépôt exigibles sont confidentiels. Ils serviront uniquement au traitement de votre demande/appel et ne seront pas conservés dans nos dossiers.

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec la Commission de révision de l'évaluation foncière en composant le 416-212-6349 ou le 1-866-448-2248 (sans frais) ou visitez la page www.elto.gov.on.ca/?lang=fr.

1. Amassez les renseignements dont vous aurez besoin pour défendre votre position, y compris :
 - votre demande initiale au conseil municipal et toute décision de ce dernier (si vous en appelez d'une décision rendue par le conseil municipal);
 - votre facture d'impôts fonciers;
 - toute information factuelle, y compris les documents dont vous avez besoin pour défendre votre position.
2. Communiquez avec la municipalité pour discuter de la question.
3. Songez à la manière dont vous allez présenter votre position à la Commission.
 - Décidez quels documents vous présenterez à la Commission au moment de l'audience.
 - Apportez des photocopies de tous les documents que vous souhaitez présenter à la Commission pour appuyer votre position. Nous suggérons trois photocopies : une copie pour la Commission, une pour la municipalité et une pour votre dossier.
 - Déterminez si vous devez faire témoigner une personne autre que vous pendant l'audience.
 - Communiquez avec vos témoins après avoir reçu votre avis d'audience pour les informer de la date, de l'heure et de l'endroit où doit avoir lieu l'audience.
 - Au besoin, vous pouvez obtenir une assignation à témoin du registraire de la Commission.
 - Déterminez s'il convient que les parties échangent des documents avant l'audience.
 - Obtenez auprès de la municipalité une copie des documents qu'elle présentera à l'appui de sa position.
 - Avant l'audience, déterminez s'il y a lieu de fournir à la municipalité une copie des documents sur lesquels vous fondez votre argumentation.

À ce stade du processus, vous pouvez supprimer les instructions (pages 1, 2 et 3) du formulaire de demande/d'appel et conserver les renseignements sur la manière de se préparer à l'audience.



**DEMANDE/APPEL EN VERTU DE LA LOI SUR LES MUNICIPALITÉS –
ANNULATION, RÉDUCTION, REMBOURSEMENT**

Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario
Commission de révision de l'évaluation foncière, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto
 (Ontario) M5G 1E5
Téléphone : 416-212-6349 ou 1-866-448-2248
Télécopieur : 416-314-3717 ou 1-877-849-2066
Site Web : www.elto.gov.on.ca/?lang=fr

No de la demande/l'appel
No de reçu
Timbre-dateur
<i>Réservé à l'usage interne</i>

Veillez prendre note : Utilisez ce formulaire seulement pour déposer une demande/un appel visant une annulation, une diminution ou un remboursement en vertu de la Loi sur les municipalités. N'utilisez pas ce formulaire pour formuler une plainte relative à l'évaluation municipale (articles 33, 34 ou 40 de la Loi sur l'évaluation foncière). N'utilisez pas ce formulaire pour tout autre appel, demande et/ou plainte en vertu de la Loi de 2001 sur les municipalités. Des formulaires différents sont disponibles pour déposer les autres demandes, appels et plaintes. Seule la Cour supérieure de justice peut entendre les questions liées aux exemptions d'impôts.

Avant d'effectuer votre dépôt : Veuillez communiquer avec la municipalité où se trouve la propriété pour obtenir des renseignements sur le compte foncier et le processus de demande/d'appel. La Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) peut accepter les demandes en vertu de l'article 357(1) et 358(1) uniquement dans les cas où la municipalité a adopté un règlement qui donne à la CRÉF la même autorité qu'un conseil municipal pour se prononcer sur les demandes en vertu de la Loi sur les municipalités. Avant d'effectuer votre dépôt auprès de la CRÉF, veuillez vous assurer que la municipalité en question a bel et bien adopté un tel règlement. En vertu de l'article 357(7), vous pouvez interjeter appel auprès de la CRÉF relativement à une décision du conseil municipal. Vous pouvez également interjeter appel en vertu de l'article 357(8) si le conseil n'a pas pris de décision sur votre demande dans les délais prévus par la loi.

Droits de dépôt exigibles : 25,00 \$ par appel. Votre demande/appel ne sera pas accepté sans le paiement des droits de dépôt exigibles.

Dates limites de dépôt : Les dates limites de dépôt sont établies par la loi, et la CRÉF ne peut y déroger. Les dates limites de dépôt dépendent du type de demande ou d'appel que vous effectuez. Pour connaître les dates limite de dépôt, consultez la partie 2.

Important : Veuillez joindre à ce formulaire d'appel une copie des pièces justificatives demandées à la partie 2. En l'absence des pièces justificatives, la CRÉF ne peut pas déterminer si votre appel a été déposé à temps.

Accessibilité : Nous nous sommes engagés à offrir des services tels que précisés dans la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario. Si vous avez des besoins en matière d'accessibilité, veuillez communiquer avec notre coordonnateur de l'accessibilité dès que possible.

Partie 1 : Renseignements sur la propriété (en caractères d'imprimerie lisibles)

Numéro de rôle :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Veuillez transcrire ce numéro de rôle dans l'espace prévu à cette fin dans la partie supérieure de CHAQUE page du formulaire.

Adresse : _____

Municipalité : _____

Choix de langue : Français English

Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel

Ces descriptions sont résumées. Veuillez consulter la Loi de 2001 sur les municipalités.

NE COCHEZ QU'UN SEUL MOTIF À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE/APPEL	ANNÉE D'IMPOSITION VISÉE PAR L'APPEL	PIÈCE(S) JUSTIFICATIVE(S) À JOINDRE AU FORMULAIRE D'APPEL	DATE LIMITE DE DÉPÔT
<input type="checkbox"/> Demande : article 358(1) Imposition excessive attribuable à une erreur grossière ou manifeste dans la préparation du rôle d'évaluation. Un dépôt portant sur deux années d'imposition est considéré comme un seul dépôt assujéti une seule fois aux droits de dépôt. <input type="checkbox"/> La municipalité a adopté un règlement déléguant à la CRÉF le traitement de ces demandes. Si ce n'est pas le cas, déposez votre demande auprès de la municipalité.	_____ _____	Aucune	Entre le 1er mars et le 31 décembre de l'une ou l'autre des deux années qui précèdent celle de la demande, et pas avant au moins 61 jours après le dépôt du rôle d'évaluation si le délai imparti est prorogé.

OU

Passez à la page suivante pour finir de remplir la rubrique Renseignements sur la demande/l'appel.

Numéro de rôle :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

OU

Article 357(1) – ÉTAPE 1

NE COCHEZ QU'UN SEUL MOTIF MOTIF À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE/APPEL	ANNÉE D'IMPOSITION VISÉE PAR L'APPEL	PIÈCE(S) JUSTIFICATIVE(S) À JOINDRE AU FORMULAIRE D'APPEL	DATE LIMITE DE DÉPÔT
<input type="checkbox"/> Demande : article 357(11) La municipalité a adopté un règlement déléguant à la CRÉF le traitement de ces demandes. Si ce n'est pas le cas, déposez votre demande auprès de la municipalité.	_____	Aucune	Au plus tard le 28 février de l'année qui suit celle que vise la demande.
<input type="checkbox"/> Appel : article 357(7) Appel d'une décision prise par le conseil municipal au sujet d'une demande en vertu de l'article 357 (1).	_____	<input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
<input type="checkbox"/> Appel : article 357(8) Aucune décision prise par la municipalité à l'égard de la demande que vous avez présentée en vertu de l'article 357 (1).	_____	Joignez une copie de la demande déposée auprès de la municipalité. <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard le 21 octobre de l'année qui suit celle que vise la demande, si le conseil n'a pris aucune décision au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit celle que vise la demande.

ET

Article 357(1) – ÉTAPE 2

NE COCHEZ QU'UN SEUL MOTIF À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE/APPEL

Sélectionnez un seul motif :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> (a) n'est plus imposable au taux qui avait été fixé
en raison d'un changement de catégorie de propriété | <input type="checkbox"/> (d)(ii) a subi des dommages à la suite d'une démolition, d'un incendie ou autre |
| <input type="checkbox"/> (b) est devenu un terrain vacant ou excédentaire | <input type="checkbox"/> (e) une unité mobile a été enlevée |
| <input type="checkbox"/> (c) s'est vu exonéré | <input type="checkbox"/> (f) erreur grossière ou manifeste, soit de fait ou d'écriture |
| <input type="checkbox"/> (d)(i) a été démoli ou détruit par un incendie ou autre cause habituelles | <input type="checkbox"/> (g) réparations ou rénovations empêchant l'utilisation aux fins habituelles pendant au moins trois mois |

<input type="checkbox"/> Appel : article 357(15) Appel d'une décision que le conseil municipal a prise à l'égard de la demande du trésorier de réinscrire, en vertu de l'article 357 (13), les impôts ayant subi des modifications en vertu de l'article 357 (1)(d).	_____	Joignez une copie de la décision que vous avez reçue de la part de la municipalité. <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
--	-------	---	---

OU

<input type="checkbox"/> Appel : article 359(5) Appel d'une décision que le conseil municipal a prise à l'égard de la demande du trésorier, en vertu de l'article 359 (1), d'augmenter les impôts fonciers.	_____	Joignez une copie de la décision que vous avez reçue de la part de la municipalité. <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
---	-------	---	---

Numéro de rôle :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Partie 3 : Renseignements sur l'auteur de la demande/l'appel

Avez-vous un représentant? Oui Non **Dans l'affirmative, remplissez les sections 3 et 4.**

Êtes-vous le propriétaire de la propriété? Oui Non

Nom de famille : _____ Prénom : _____

Nom de la société (le cas échéant) : _____

Adresse postale : _____

Numéro et nom de la rue No apart./bureau/unité Ville

Province Pays (si autre que le Canada) Code postal

No de téléphone au travail/autre : _____ No de téléphone au domicile : _____

No de télécopieur : _____ Courriel : _____

Signature du demandeur/de l'appelant : _____

Veillez prendre note : Vous devez aviser par écrit la Commission de révision de l'évaluation foncière de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.

Les renseignements personnels demandés dans ce formulaire sont recueillis en vertu de divers articles de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Tous les renseignements liés à votre appel, notamment votre nom et vos coordonnées, seront rendus publics et utilisés aux fins des activités de la CRÉF et du règlement des appels. Pour obtenir des renseignements sur la CRÉF, visitez la page www.elto.gov.on.ca/?lang=fr.

Partie 4 : Autorisation de représentation

Par la présente, j'autorise la société et/ou la ou les personnes désignées à me représenter :

Nom de la société (le cas échéant) : _____

Nom de famille : _____ Prénom : _____

Adresse postale : _____

Numéro et nom de la rue No apart./bureau/unité Ville

Province Pays (si autre que le Canada) Code postal

No de téléphone : _____ No de télécopieur : _____

Courriel : _____

Signature du demandeur/de l'appelant : _____

Les représentants qui ne sont pas conseillers juridiques **doivent** confirmer qu'ils ont une **autorisation écrite** en cochant la case ci-dessous.

J'atteste que j'ai reçu l'autorisation écrite du demandeur/de l'appelant d'agir en tant que son représentant à l'égard de cette plainte et je comprends que l'on peut me demander de produire cette autorisation à tout moment.

Remarque : Quiconque en Ontario fournit des services juridiques doit être muni d'un permis, à moins que la Loi sur le Barreau ne s'applique pas à ce groupe ou à cette personne ou que ce groupe ou cette personne soit exempté par un règlement administratif du Barreau. Le règlement administratif 4 exempté les personnes dont la profession ou l'occupation ne consiste pas à fournir des services juridiques et qui fournissent leur assistance à titre occasionnel seulement sans recevoir de contrepartie. Pour avoir des renseignements sur l'accès à la profession, veuillez consulter le site Web du Barreau du Haut-Canada www.lsuc.ca ou composez le 416-947-3315 ou le 1-800-668-7380.

Numéro de rôle :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Partie 5 : Comment déposer une demande/un appel

Choisissez l'UNE des options suivantes pour déposer votre demande/appel :

Par la poste : Commission de révision de l'évaluation foncière, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto (Ontario) M5G 1E5

Par télécopieur : 416-314-3717 ou 1-877-849-2066 (sans frais) (pour envoyer une demande, un appel ou une plainte seulement)

En personne : 655, rue Bay, 15^e étage. (côté est de la rue Bay, au nord de la rue Dundas)

Pour en savoir plus, composez le 416-212-6349 ou le 1-800-448-2248 (sans frais) ou visitez la page www.elto.gov.on.ca/?lang=fr.

Veuillez ne déposer votre demande/appel qu'UNE seule fois. Si vous n'êtes pas certain que votre tentative de dépôt a réussi et que vous l'envoyez de nouveau, veuillez inscrire « COPIE » sur les envois subséquents pour éviter d'avoir à payer les droits de nouveau.

Partie 6 : Droits de dépôt exigibles

Total de droits payés : _____ \$ par : Chèque Mandat OU

Carte de crédit : Visa MasterCard

No de la carte de crédit : _____ Date d'expiration : _____ / _____
mois année

Nom du titulaire de la carte : _____

Signature du titulaire de la carte : _____

- Si vous **ne** payez **pas** par carte de crédit, les droits de dépôt doivent être payés par chèque ou mandat, en dollars canadiens, à l'ordre du **ministre des Finances**. Veuillez inscrire le ou les numéros de rôle au recto du chèque ou du mandat. **Veuillez ne pas envoyer d'espèces par la poste.**
- Si vous payez par Visa ou par MasterCard, **la Commission acceptera une demande transmise par télécopieur à condition qu'elle contienne tous les renseignements exigés ci-dessus.**
- **Si une institution financière nous renvoie votre chèque, nous vous facturerons des frais d'administration de 35 \$.**
- **Les droits de dépôt ne sont pas remboursables.**
- Vous recevrez un **accusé de réception** suivi d'un **avis d'audience**.

*Les renseignements fournis à la rubrique Droits de dépôt exigibles sont confidentiels.
 Ils serviront uniquement au traitement de votre demande/appel et ne seront pas conservés dans nos dossiers.*

Réservé à l'usage interne :

Droits reçus : _____ \$ _____ Espèces _____ Chèque _____ Mandat _____ Carte de crédit

Vérifié par : _____